

**Arrêté préfectoral complémentaire n° 2023- 2352 du 3 août 2023
portant actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire
n° 2016-4164 du 9 décembre 2016 concernant l'exploitation d'une installation de stockage
et de conditionnement de produits chimiques par la société TECHNIC France
au 15, rue de la Montjoie à Saint-Denis (93200), soumises à autorisation**

Le préfet de la Seine-Saint-Denis
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement Livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, et plus précisément le titre 1^{er} « Installations classées pour la protection de l'environnement » ;

Vu le décret du 30 juin 2021 portant nomination du préfet de la Seine-Saint-Denis (hors classe) – Monsieur Jacques Witkowski ;

Vu le décret du 16 mars 2022 portant nomination de la sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis - Mme RACKETTE (Cécile) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-4164 du 9 décembre 2016 portant prescription de mesures de maîtrise des risques complémentaires concernant l'exploitation d'une installation de stockage et de conditionnement de produits chimiques par la société TECHNIC France au 15, rue de la Montjoie à Saint-Denis (93200) ;

Vu l'arrêté n° 2020-0903 du 8 avril 2020 concernant l'exploitation d'une installation de fabrication de solutions hydro-alcooliques dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée au virus Covid-19, par la société TECHNIC France sise 15, rue de la Montjoie à Saint-Denis (93200) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023-0082 du 31 janvier 2023 donnant délégation de signature à Madame Cécile RACKETTE, sous-préfète chargée de mission auprès du préfet de la Seine-Saint-Denis, secrétaire générale adjointe chargée de l'arrondissement du chef-lieu ;

Vu le rapport de modélisation FLUMILOG du 2 août 2018 (référence 18-RE2068) réalisé par la société Alphare-Fasis, transmis par l'exploitant le 6 août 2018 ;

Vu le courrier du 1^{er} octobre 2018 de l'exploitant, relatif à une demande de modification des mesures de maîtrise des risques prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2016 ;

Vu le rapport de modélisation du scénario de dispersion d'acide chlorhydrique du 27 juillet 2021(référence 20-2323) réalisé par la société Alphare-Fasis, transmis par l'exploitant le 8 octobre 2021 ;

Vu le porter à connaissance de l'exploitant du 4 avril 2022, relatif à une actualisation de ses demandes de modification des quantités maximales de produits stockés.

Vu le courrier de l'exploitant du 12 juillet 2022 concernant l'actualisation du porter à connaissance du 4 avril 2022, la transmission d'éléments relatifs à l'actualisation de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2016, la mise en place en 2022 d'une nouvelle activité de fabrication dans l'atelier 4, et l'organisation du stockage sur les racks ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 juin 2023 proposant d'actualiser les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-4164 du 9 décembre 2016 ;

Vu l'absence d'observation du pétitionnaire sur le projet communiqué ;

Considérant la nécessité d'actualiser l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2016 pour y intégrer les modifications demandées par l'exploitant concernant l'évolution des stocks de produits dangereux et la mise en place de nouvelles mesures de maîtrise des risques de l'établissement ;

Considérant que la demande de modification des quantités maximales de produits stockés sur le site est jugée non substantielle ;

Considérant qu'il convient de veiller à ce que les activités de l'exploitant ne présentent aucun danger ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'une fois signé, l'arrêté sera porté à la connaissance des membres du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Seine-Saint-Denis ;

Considérant que la société TECHNIC France a disposé d'un délai de quinze jours pour formuler des observations sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

ARRÊTE

Article 1 :

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-0903 du 8 avril 2020 est abrogé.

Article 2 :

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016-4164 du 9 décembre 2016 sont modifiées et complétées conformément aux articles suivants.

Article 2.1 :

Le tableau de classement figurant à l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2016 est remplacé par le tableau de classement ci-dessous :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation / quantité maximale
4110.2	A	Toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 250 kg	2,6 t
4120.2	A	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. Substances et mélanges liquides, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t	10 t
4130.2	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	12 t
4440	NC	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 2 tonnes	1 t
4331.3	DC	Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330, la quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant supérieure ou égale à 50 t mais inférieure à 100 t	96 t
4510	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 20 tonnes	8 t
4511	NC	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2, la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 tonnes	20 t
4722	NC	Méthanol (numéro CAS 67-56-1), la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 50 tonnes	5 t
1434.1	DC	Liquides inflammables, liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds, pétroles bruts (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant supérieur ou égal à 5 m³/h, mais inférieur à 100 m³/h	25 m³/h
1436	NC	Liquides combustibles de point éclair compris entre 60°C et 93°C (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations, y compris dans les cavités souterraines étant inférieure à 100 t	96 t
1630	NC	Soude ou potasse caustique (emploi ou stockage de lessives de). Le liquide renfermant plus de 20 % en poids d'hydroxyde de sodium ou de potassium. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 t.	15 t

A : autorisation ; E : enregistrement ; D : déclaration ; DC : déclaration avec contrôle périodique ; NC : non classé

Des détails complémentaires sur la nature des produits concernés par le classement et la nature des installations concernées figurent à l'annexe II du présent arrêté.

Article 2.2 :

L'article 5.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2016 est remplacé par le libellé suivant :

Il est donné acte de l'étude de dangers de l'établissement constituée du document dont le référencement est 12RE1275 – Révision 3 du 26 mai 2016 reçue en préfecture le 16 juin 2016.

L'étude de danger de l'établissement est complétée par les études suivantes :

- rapport de modélisation FLUMILOG du 2 août 2018, réalisé par Alphare-Fasis (ref 18-RE2068),
- rapport de modélisation dispersion d'acide chlorhydrique du 27 juillet 2021, réalisé par Alphare-Fasis (ref 20-2323).

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des installations et équipements mentionnés dans l'étude de dangers et les études qui la complètent et l'actualisent.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures de maîtrise des risques, des mesures d'organisation et de formation mentionnées dans l'étude de dangers et les études qui la complètent et l'actualisent.

Article 2.3 :

Le chapitre VI : Échéanciers de l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2016 et l'échéancier détaillé figurant en annexe III dudit arrêté sont supprimés.

Les articles 3 et 4 du présent arrêté font l'objet d'une diffusion restreinte et ne sont pas publiés.

Article 5 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions précitées, il pourra être fait application des procédures administratives et pénales prévues par l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 6 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à la société TECHNIC France, exploitant un site avec des installations classées pour la protection de l'environnement située au 15, rue de la Montjoie à Saint-Denis (93200), par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 7 : Publicité

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de la commune d'implantation du site concerné, soit la commune de Saint-Denis pour y être consultée.

L'arrêté sera affiché dans la mairie précitée pendant une durée minimum d'un mois. Le maire établira un procès-verbal certifiant l'accomplissement de la formalité d'affichage, et le transmettra à la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

L'arrêté sera affiché en permanence de façon visible sur le site de l'ICPE, par son bénéficiaire.

Article 8 : Voies et délais de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.181-50 du code de l'environnement, elle peut être déférée au tribunal administratif de Montreuil, 7 rue Catherine Puig, 93 100 Montreuil :

1° par les pétitionnaires dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°. L'absence de réponse au terme de deux mois suivant la réception du recours gracieux ou hiérarchique vaut rejet implicite. La décision de rejet peut-elle même faire l'objet d'un recours contentieux dans un délai de deux mois, devant le tribunal administratif de Montreuil.

Le demandeur peut ainsi adresser sa requête au tribunal administratif de Montreuil :

- Soit au moyen de l'application Télérecours à l'adresse suivante : <https://telerecours.fr> ;
- Soit en y déposant directement le recours.

Article 9 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, le sous-préfet de Saint-Denis, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, le maire de Saint-Denis sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet chargée de mission auprès du préfet
secrétaire générale adjointe chargée de l'aménagement chef-lieu

Cécile RACKETTE